

# LE PARTI SOCIALISTE AU CARREFOUR

## IL FAUT EN FINIR!

Pendant trois mois, la « pause » a été justifiée dans le Parti par la nécessité de « digérer » des réformes sociales hâtives (!?) et aussi par l'attente de la souduure que l'Exposition internationale allait fournir en faveur de la reprise économique...

Puis, pendant trois autres mois, la proximité de la consultation électorale d'octobre a été invoquée pour nous inviter à subir avec résignation tous les camouflés des radicaux nationaux et abandonner sans résistance ce principe essentiel de l'action socialiste : **L'ELEVATION DU NIVEAU DE CONSOMMATION DES MASSES.**

Mais maintenant? Que va-t-on découvrir pour nous enliser encore plus profondément dans les marais de la politique du « moindre mal »?

## NOTRE POSITION

**POUR NOUS, MAINTENANT, PLUS ENCORE QU'A MARSEILLE, HELAS! NOUS VOULONS EN FINIR AVEC UN GOUVERNEMENT QUI NE REPRESENTE PAS LA VOLONTE DES TRAVAILLEURS, QUI TOURNE LE DOS AU PROGRAMME DU FRONT POPULAIRE, ET QUI EST DOMINE PAR LES OLIGARCHIES ECONOMIQUES ET FINANCIERES QUE NOUS VOULONS ABATTRE.**

Cela veut dire que nous demanderons au Conseil national du 7 novembre de déterminer les conditions politiques et tactiques **DU RETRAIT IMMEDIAT DE NOS MINISTRES.** Par un appel à l'action directe des masses, nous voulons amener la constitution d'un gouvernement de Front populaire de combat, à **DIRECTION SOCIALISTE** et en **DIRECTION DU SOCIALISME**, avec participation de toutes les organisations représentatives du Front populaire (Parti communiste et C.G.T. compris).

Les conditions politiques et tactiques seront réunies si le Parti, par la voix de son Conseil national, examine franchement les résultats concrets de la « troisième période » (juin-octobre) et en tire les conséquences.

## LES TROIS PERIODES

On peut, en effet, partager « l'expérience », comme nous l'avons déjà fait, en trois périodes distinctes :

1° Le Front populaire attaque, par l'action autonome des masses occupant les usines : le gouvernement et le Parlement traduisent dans les textes de lois le nouveau rapport de forces.

2° Le Front populaire, ou du moins ses états-majors dirigeants qui sont **TOUS**, sans exception, très au-dessous de leur tâche historique et de la véritable température des masses, invitent celles-ci au retour au calme, au respect de la « légalité », à la « reconstitution de la marge de profit », à l'acceptation des exigences de l'appareil de classe et des intérêts de la bourgeoisie (appareil militaire renforcé, libéralisme économique, liberté de l'or, etc.).

3° Alors, en l'absence de toute action de masse, dans une atmosphère de collabora-

tion de classes, de « paix sociale » et « d'union sacrée », le grand capitalisme a vite fait de reprendre la direction effective des événements : il impose le recul, puis la capitulation sans phrase (5 mars), il remet aux postes de commandement les représentants des deux cents familles... qui, le 20 juin, passent le lacet au gouvernement Léon Blum, affaibli au point de ne pouvoir briser la résistance du Sénat.

Dans cette troisième période, l'adversaire nous donne des leçons sur la manière d'exploiter le terrain conquis! D'autre part, le chantage de la catastrophe monétaire est victorieusement organisé par M. Georges Bonnet, instrument de la Banque Lazard.

L'opération est si bien montée que les ministres socialistes ont été amenés à signer la fameuse déclaration de Rambouillet qui renie ouvertement toute la tradition et toute la fonction du Parti socialiste.

Celui-ci n'apparaît plus, à travers cet effarant document, comme un parti de classe, mais comme un facteur politique utile à la domination de la bourgeoisie. Se tournant vers les capitalistes, celle-ci leur dit :

« **RASSUREZ-VOUS : PAS DE CONTRÔLE DES CHANGES!** »

...puis, vers les prolétaires, elle leur rappelle :

« Il n'y aura plus d'occupations d'usines, ou sans cela, attention aux gardes mobiles. » (1)

Enfin, aux électeurs, à qui tous les militants vont courageusement demander de voter socialiste, elle annonce :

« La politique de Chautemps-Bonnet continuera, quelle que soit l'opinion exprimée par vos suffrages! »

## LES ELECTIONS CANTONALES

En dépit de toutes ces conséquences de la participation ministérielle tant de fois condamnée par nos congrès, les masses populaires semblent avoir conservé une admirable fidélité au **VRAI FRONT POPULAIRE**, c'est-à-dire à une formation de masse nécessaire, utilisable par l'avant-garde révolutionnaire pour ouvrir aux travailleurs la voie du pouvoir. (Ce qui n'a rien de commun avec une formation de masse utilisée par la bourgeoisie pour neutraliser la capacité de lutte du prolétariat, comme c'est le cas en ce moment.)

Nous n'avons pas remporté la grande victoire que nous aurait valu une attitude offensive. Les positions occupées sont, en général, à peu près consolidées. Cela n'est pas suffisant! Un parti de classe qui n'avance pas dans une période de grande activité des masses et à la veille des crises décisives qui vont ébranler profondément le régime, n'a pas la politique qui convient à ses énormes possibilités.

(1) Il y a aussi un appel aux patrons... mais on n'a pas encore vu emmener entre deux gendarmes un patron fasciste qui, au mépris des contrats, débauche les délégués ouvriers... et il y en a un certain nombre d'exemplaires!

Nous l'avons dit au Parti. Nous avons dénoncé, à temps, des illusions réformistes et un opportunisme foncier qui se paieront cher.

Que le Parti y prenne garde : il n'aura pas le loisir de prolonger longtemps la période durant laquelle les avantages **TRES PROVISOIRES** de l'exercice du pouvoir sans perspective révolutionnaire compenseront les inconvénients politiques (à plus longue échéance) d'une dégradation en parti de gouvernement dans le cadre du régime (en somme en un autre parti radical plus neuf et moins corrompu par le pouvoir!).

Non! les échéances sont plus proches qu'on ne le croit, dans tous les domaines, et un Parti comme le nôtre ne peut pas impunément laisser ses militants les plus représentatifs couvrir en silence les opérations financières de la haute banque, les bénéfices astronomiques des trusts, le renforcement du militarisme, les empiètements insolents de l'Eglise, les manœuvres et les complaisances fascistes ou l'étouffement douloureux de la révolution espagnole.

C'est pourquoi, sans compter outre mesure sur une certaine clairvoyance politique dont nos responsables n'ont pas été trop prodigues, nous faisons appel à **L'INSTINCT DE CONSERVATION**, à **L'INSTINCT DE CLASSE** des dizaines de milliers de bons militants dont beaucoup n'ont pas encore été touchés par les idées essentielles de notre tendance Gauche Révolutionnaire, mais dont nous traduisons, nous en avons la certitude, les aspirations sincères, dépouillées de toute influence de personne ou de toute préoccupation subalterne.

## POUR UNE POLITIQUE DE COMBAT ANTICAPITALISTE

« Capituler ou combattre », avons-nous dit cent fois! Il faut encore choisir! Oui ou non, le Parti va-t-il se décider — enfin — à entamer la grande bataille contre les trusts?

Pour cela, il ne suffit pas de « proposer » un avenant relatif aux nationalisations.

### IL FAUT L'IMPOSER...

Pour l'imposer, il faut s'appuyer sur les masses par une agitation incessante autour d'idées claires : **L'ECHELLE MOBILE** et le **CONTROLE OUVRIER**, d'une part. D'autre part, **L'EXPROPRIATION DES TRUSTS**; mines, réseaux, assurances, énergie électrique, industrie métallurgique, industrie chimique, banques, grands domaines, etc., voilà les objectifs à atteindre.

...Le Parti diffusera ses projets chiffrés. Toute l'opinion sera alertée. Les avantages économiques et financiers seront mis en évidence pour les salariés, pour les classes moyennes, pour saper la base économique et sociale du fascisme...

Il posera publiquement la question aux autres organisations du Front populaire, et si les **REponses SONT EVASIVES**, **IL REFUSERA TOUTE COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS** qui n'exprimeront pas clairement la **VOLONTE DE**

**LUTTER SANS RETARD CONTRE LES TRUSTS.** Il provoquera une consultation générale du pays et jettera dans cette bataille toutes ses ressources morales et matérielles en mobilisant ses 300.000 militants dans tous les milieux où ils peuvent avoir de l'influence.

Voilà ce que nous demandons aux camarades des sections de faire sortir coûte que coûte des délibérations du prochain Conseil national.

## SINGULIERS SYMPTOMES

La nécessité de cette offensive est d'autant plus évidente que nous avons affaire à des alliés inquiétants; l'attitude conjuguée des dirigeants du Parti radical et du Parti communiste entre le premier et le second tour est le signe d'une évolution politique que nous devons dénoncer sans hésiter aux masses populaires : les radicaux sincères et les ouvriers communistes qui réfléchissent nous approuveront! Nous avons, à la C.A.P. (avec le concours énergique et réconfortant de quelques camarades d'autres tendances assez scrupuleux pour ne pas oublier les décisions de nos congrès), relevé comme il convenait la tentative d'intimidation et de confusion de ceux de nos alliés qui exigeaient le désistement en faveur de **MARCHANDEAU**, candidat unique des fascistes et des curés! Nous ne permettrons pas que le Parti se discrédite par cette politique répugnante; nous parlerons clair aux travailleurs que l'on considère un peu trop comme des pions joués sur un échiquier.

Comment expliquer cet incroyable oubli des principes les plus élémentaires d'une tactique électorale prolétarienne ou **SIMPLEMENT DEMOCRATIQUE**? Ainsi, lorsque le colonel de La Rocque adhéra au Parti radical (après tout?!), nous devrions nous désister pour lui? Quel chemin parcouru depuis la tactique dite « classe contre classe »!!

Quelle raison impérieuse peut donc justifier une telle tactique?

Une seule : la préparation cynique et brutale de l'union sacrée (ce qui aurait comme contre-partie la répression impitoyable contre l'avant-garde révolutionnaire).

La croyance que l'appareil militaire de notre impérialisme peut protéger nos libertés, l'illusion mortelle que « la défense nationale » a encore un sens pour le prolétariat, la volonté farouche de jouer jusqu'au conflit mondial la carte du « bloc des Etats fascistes », telles sont les erreurs d'analyse et, par suite, de tactique qui définissent la politique stalinienne... et qu'acceptent, avec plus ou moins de répulsion, d'hésitations et de contradictions, la plupart des camarades responsables de la majorité du Parti et de la bataille socialiste.

## PROBLEME FONDAMENTAL

Sur ce problème fondamental de la politique internationale d'un véritable parti de classe, nous nous opposons irréductiblement à toutes les autres tendances. A cet endroit prennent leur source toutes les divergences profondes dont certaines solidarités tactiques provisoires ne peuvent aucunement diminuer l'importance historique :

— **OU BIEN ON ACCEPTE DE SUBORDONNER L'ACTION DE CLASSE A UNE CERTAINE COLLABORATION AVEC SA BOURGEOISIE EN FACE DU DANGER REEL DE GUERRE IMPERIALISTE...**

...et alors, on tourne résolument le dos aux perspectives de conquête du pouvoir qui, seules, pourraient éviter au monde les suprêmes secousses de l'agonie capitaliste : le fascisme et la guerre.

— **OU BIEN ON REFUSE CETTE SUBORDINATION ET ON PLACE TOUJOURS, AU PREMIER PLAN, DANS TOUS LES DOMAINES, LA NECESSITE D'ACCUSER LES ANTAGONISMES DE CLASSE ET DE CONDUIRE, JUSQU'A SON TERME, LA LUTTE POUR LE POUVOIR ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT...**

...et alors, on est décidé à marcher droit au but, en s'appuyant sur les forces prolétariennes internationales, et sur la révolte instinctive des masses décidées à défendre leurs libertés avec leurs armes à **ELLES**, en préférant la **REVOLU-**

**TION** qui doit les sauver à la guerre impérialiste qui ne peut que les détruire en prolongeant le régime capitaliste.

## TRAVAILLONS!

Notre choix est fait! Nous aiderons d'autres camarades à le faire à leur tour.

Nous pensons que le Parti socialiste arrive à un moment de son histoire où il peut prétendre à la direction réelle de la bataille politique prolétarienne et démocratique.

S'il le comprend, avec de l'audace et une foi socialiste à toute épreuve, il peut déjouer tous les calculs de ceux qui supportent mal sa démocratie intérieure et son indépendance. D'où nos mots d'ordre : **RECRIER, EDUCUER, ORGANISER**, pour préparer, méthodiquement, consciencieusement, et sans rien dissimuler de nos intentions ni de nos volontés : **LA CONQUETE REVOLUTIONNAIRE DU POUVOIR.**

Marceau PIVERT.

# Pour reprendre l'offensive

Voici les grandes lignes de la motion que la tendance « gauche révolutionnaire » du Parti propose à l'examen et au vote des sections en vue du Conseil national des 6 et 7 novembre 1937 (1).

Le Conseil national, réuni le 7 novembre après cinq mois de gouvernement de « Rassemblement républicain », sous la direction du Parti radical;

Constate que, malgré les affirmations répétées des délégués du Parti au gouvernement, la politique de ce ministère a été dirigée contre les intérêts des classes laborieuses et les avantages sociaux acquis dans les premiers mois du gouvernement Blum.

Cette politique se caractérise :

- par de nouveaux et lourds impôts pesant sur la consommation;
- par la hausse incessante du coût de la vie;
- par des menaces non dissimulées contre la loi de quarante heures et des atteintes répétées portées déjà contre elle;
- par des licenciements massifs d'ouvriers syndiqués dans les entreprises et une recrudescence des provocations patronales;
- par la liberté absolue laissée à ceux

(1) Conformément à ses attitudes précédentes, la tendance Gauche Révolutionnaire proposera au C. N. de rechercher, sans réticence ni réserve, les conditions de la fusion entre les deux grands partis prolétariens et fera bloc avec les autres tendances pour accélérer les travaux préparatoires à l'unité organique totale sur les bases suivantes :

Pour un parti internationaliste de lutte de classe et de Révolution, à structure démocratique, se déterminant lui-même, et respectant le droit des minorités à l'existence et à la représentation proportionnelle à tous les échelons.

qui spéculent contre la monnaie et aux exportateurs de capitaux;

— par la répression contre les indigènes des colonies dont le seul crime est de réclamer l'application des promesses faites par le Front populaire et de rappeler avec modération et dignité les motions votées à nos congrès de Huyghens et de Marseille.

\*\*\*

Le Conseil national constate que, quelques jours avant les élections cantonales, les délégués socialistes au gouvernement ont accepté de mettre leur signature au bas d'un document contenant des déclarations inadmissibles et, notamment, l'assurance que ces élections ne pourraient, quelle qu'en fût l'issue, provoquer de changement dans la vie politique du pays. Le Conseil national repousse énergiquement cette affirmation qui a blessé profondément les militants du Parti au plus fort de la lutte.

Le Conseil national constate que la motion unanime du Congrès de Marseille relative à la liberté du commerce des armes avec l'Espagne républicaine est restée lettre morte, les délégués socialistes au gouvernement chargés d'appliquer cette volonté unanime du Parti ayant continué à couvrir de leur solidarité ministérielle la politique dite de non-intervention.

Le Conseil national constate aussi que la motion de politique générale adoptée à la majorité du Congrès de Marseille n'a pas été appliquée, qu'aucune campagne énergique n'a été entreprise tant auprès de l'opinion publique qu'auprès des groupements de Front populaire pour faire admettre l'avenant au programme portant sur les réformes de structure.

\*\*\*

Le Conseil national mandate le groupe parlementaire du Parti pour proposer, dès la rentrée des Chambres :